

<http://lipietz.net/Reflexions-sur-le-referendum-Papandreou-et-la-crise-de-la-dette>

Reflexions sur le "référendum Papandreou" et la crise de la dette

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : vendredi 4 novembre 2011

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

La proposition Papandréou, promptement retirée tant elle était contreproductive, a soulevé dans les courants progressistes français un étrange enthousiasme. Occasion de démontrer quelques idées fausses sur la crise présente.

Pendant quelques jours, le monde a vécu suspendu à l'annonce gaguesque par Georges Papandréou d'un referendum, suite à l'accord européen sur la Grèce intervenu quelque jour plus tôt. Je dis bien « suite à » et non pas « sur » l'accord. Deux jours plus tard, Papandréou avouait qu'il ne savait pas encore la question posée (sur l'Euro ?), mais qu'il se battrait pour que la réponse soit Oui.

Et aussitôt les bourses de plonger, la panique de se répandre, et comme par un réflexe pavlovien, les commentateurs « radicaux » français (de Marine Le Pen à JL Mélenchon) d'incriminer ces marchés qui craignent la sanction du peuple, et de féliciter Papandréou pour sa décision héroïque (pourtant vilipendée quasi unanimement en Grèce), jusqu'à ce qu'il se dégonfle vendredi.

Il vaut la peine de revenir sur cette pantalonnade, car les réactions approbatrices donnent l'occasion de décortiquer quelques mythes où se fourvoient les forces progressistes face à la crise.

1°. Qu'y avait-il de scandaleux dans la proposition Papandréou ?

Réponse : La date.

Après des mois de d'inquiétude tournant fin octobre à la panique, un sommet européen annule la moitié de la dette grecque (ce qu'avait obtenu l'Argentine en 2001-2005, en se mettant unilatéralement en cessation de paiement), répartit les frais entre les banques et les autres États européens, et élargit le fond de stabilisation permettant d'aider les États endettés, en échange de mécanismes de surveillance mutuelle.

On aurait compris que le gouvernement grec négocie pied à pied ces conditions de surveillance imposées par la « troïka » (Commission, BCE, FMI) et ouvre le débat devant le peuple grec sur la contribution propre du pays et sa répartition entre les groupes sociaux. Mais non. Le message de Papandréou, c'est : « on verra dans deux mois. »

Janvier ! On aura tous coulé d'ici là. Car la question des rythmes, face à une crise financière (qui n'est pas le fond de la crise actuelle, bien loin de là, mais obstrue le devant de la scène), est essentielle. En septembre 2008, un bulletin de la BNP titrait « Quand donc finira la semaine ? » (hommage à Apollinaire).

Supposons que ce gag soit mis en oeuvre, comme la proposition Cantona de retirer l'argent des banques.

Il est évident que d'ici le referendum personne ne peut plus rien prêter à la Grèce, puisque le Non pourrait signifier « répudiation de la dette à 100 % ». Même les Verts européens les plus fédéralistes et solidaires ne peuvent dire à leurs électeurs : « voilà, on va prêter aux Grecs et ils nous disent dans deux mois s'ils veulent rembourser. »

Or la Grèce a besoin de 8 milliards pour finir ces deux mois (payer ses fonctionnaires et rembourser les dettes en cours, même réduites de moitié). Donc elle va se déclarer en cessation de paiement en attendant.

Pour les Grecs, ça veut dire : situation semblable à la [crise économique argentine](#), à l'époque du « Corralito », en 2000-2001, quand la monnaie a disparu et, pendant quelque mois, le peuple a survécu grâce à l'économiste sociale et solidaire. Je connais, j'y étais, c'est exaltant, mais c'est très dur, et ça n'a mené qu'à la victoire des Kirchner (ce qui n'est pas si mal, mais y a-t-il au moins un Kirchner grec ?)

Pour les banques et les États européens, ça veut dire qu'ils doivent anticiper la répudiation à 100 % (et non à 50 %) de la dette grecque. Et donc que les États vont devoir faire jouer leur garantie pour les déposants (nous), comme en 2008. Et en tout cas une faillite partielle des banques avec des milliers de suppression d'emplois à la clé (déjà en cours à la BNP).

2°. N'est-ce donc pas une bonne chose, que de faire couler les banques pour les punir ?

D'abord oui, il faut éviter que la faillite de certains États ne provoque la faillite des banques, car nous y avons déposé notre argent du mois, et, pour ceux qui en ont, nos économies.

Je m'en réjouirais si c'était une occasion de nationaliser les banques. Car il n'est plus question de faire comme en 2008, où les États ont sauvé les banques qui aussitôt ont mordu la main qui les avait sauvées.

Mais ce ne serait qu'un retour à la situation 1945-1993 : n'en faisons pas un fromage, quand même... Il faudrait à tout le moins inventer une manière alternative de gérer les banques publiques. Des coopératives ? Comme le Crédit Agricole ? Mouais... La coopérative, c'est pas de la tarte, comme disait l'autre.

D'autre part, les États européens n'en ont plus les moyens (même en les rachetant pour un franc symbolique : nationaliser une banque en faillite, c'est nationaliser de la dette supplémentaire). Donc ils devront emprunter à la Chine ou au Qatar, et à un taux élevé, puisqu'on n'est plus sûr qu'ils rembourseront.

Cette hausse du taux d'intérêt dont sont victimes tous les États européens, même l'Allemagne, n'est autre qu'une prime de risque des prêteurs.

3°. Même si l'on interdit les agences de notation, et leur triple A ?

Ces agences ne sont que l'extériorisation d'une fonction que les banques traitaient autrefois en interne : évaluer la solvabilité de leurs débiteurs. Si l'on supprime les agences, elles évalueront elles mêmes la probabilité que la dette de la Grèce soit annulée à 50 ou 70 %, celle de l'Italie à 20 %, celle de la France à 10 % etc. Ce n'est pas si difficile...

Il est tout aussi vain de prétendre "interdire aux banques de prêter aux États à plus de 4 % " (par exemple) : ou bien une banque pense que c'est jouable, ou bien elle se méfie, et ne prêtera pas à ce taux-là, point. Et on ne peut forcer une banque à prêter (contrairement aux contribuables).

4° Emprunter à la Chine, c'est grave, docteur ?

Perso, ça ne me gêne pas que l'Europe redevienne [une périphérie de l'Empire du Milieu](#), comme au Moyen âge et jusqu'en 1492, et en fait jusqu'à Adam Smith.

Ça ne nous a pas empêché de faire la Renaissance, ni la Révolution... Mais le XVe siècle n'a pas été rigolo pour tout le monde. Et se mettre aujourd'hui dans la dépendance de la Chine, c'est faire reculer la possibilité de peser sur un régime dont le rôle est aujourd'hui négatif à bien des égards, du Tibet à la crise climatique et au niveau mondial des salaires.

5°. Mais ne suffit il pas de demander à la BCE d'émettre des euros pour rembourser les dettes publiques ?

« Comme avant 73 » disent les sachants...

Avant 73 régnait le « Gold exchange standard » : les banques centrales faisaient ce que les gouvernements impécunieux leur disaient, mais la monnaie se dévaluait par rapport à une monnaie mondiale, l'or représenté par le dollar, échangeable contre l'or. Avec la fin de la convertibilité-or, les monnaies mondiales sont devenues de la pure monnaie papier, fondée sur une évaluation du crédit que les grands acteurs économiques pouvaient se reconnaître les uns les autres.

D'où l'apparition de « règles de prudence », tel le principe de la « double signature » (un État emprunte aux banques et les banques escomptent les titres de la dette publique auprès de la Banque centrale). Ces règles sont peut être mauvaises, mais il faudra toujours des règles prudentielles, car une Banque centrale n'émet que du papier, des paris sur le fait que les crédits qu'elle accorde à un État ou une banque ou une entreprise seront bel et bien remboursés.

Le problème, c'est que les Banques centrales ne créent pas de la valeur, mais du papier -crédit (à cours forcé, quand même). Si elles comblent le déficit d'un Etat par la planche à billet, ce déficit (le fait que l'Etat dépense plus qu'il ne prélève d'impôt) ne disparaît pas pour autant.

Ce crédit a toutefois un effet positif : le moteur économique continue à tourner. C'est ce qu'on appelle le « multiplicateur monétaire », et grâce à cette injection de crédit et au surcroît d'activité qu'il permet (si tout va bien par ailleurs...), il y a de nouveaux impôts qui rentrent, ce qu'on appelle le « seigneurage » (le fait de récolter de la richesse en émettant de la monnaie papier).

Mais ce n'est qu'une part : le reste passe en inflation, la monnaie papier représente moins de valeur. Quand on exagère, comme l'a fait l'Amérique Latine dans les années 70-80 (les Etats fonctionnaient sans lever beaucoup d'impôt, grâce au seigneurage), on finit par l'hyperinflation.

Par ailleurs la monnaie papier que les Banques centrales émettent ne peut pas servir à payer le déficit réel du commerce extérieur. Cette fois c'est la valeur externe de la monnaie qui baisse. Ce qui se passe depuis 30 ans pour le dollar, et cela se traduit par la stagnation du niveau de vie des travailleurs américains, alors même qu'ils se fournissent largement sur un marché mondial où « tout baisse », du fait de l'élargissement du salariat à des pays à très bas salaire.

6° Concrètement : Pourquoi la Bce n'achèterait elle pas au moins toute la dette grecque ?

Je crois qu'elle a déjà racheté aux banques la majorité de la dette grecque (ou l'a prise en pension)... C'est d'ailleurs pourquoi l'effacement de la moitié de la dette grecque n'est plus trop douloureuse pour les banques privées.

Le problème, c'est qu'une banque même centrale ne peut émettre ses titres (notre monnaie) en échange d'autres titres qui ne valent rien, sinon ce sont ses propres titres qui se dévaluent. Elle était donc obligée de "faire semblant" que la dette sera un jour payée. Admettre que ce ne sera pas le cas c'est admettre qu'elle a payé la moitié de la

dette grecque par la planche à billet.

Les Allemands, seul peuple ouest européen à avoir connu deux hyper inflations, sont hyper effarouchés par ces pratiques. C'est pourquoi Merkel a trainé si longtemps. Ils ont tort car les sommes en jeu sont petites et de tout de façon l'actuelle hyper liquidité mondiale (trop de monnaie) est tombée dans une trappe, sans provoquer d'inflation (hélas, en un sens).

7° Eh bien oui, pourquoi ne pas effacer les dettes par l'inflation ?

Un tas d'études avaient été faites sur le cas de l'Amérique Latine dans les années 80. Evidemment l'Europe n'est pas l'Amérique Latine, mais tout le monde se dit que c'est quand même dangereux.

Car justement c'est la leçon de l'Amérique Latine : dans les conditions du libéralisme, les salaires sont moins vite indexés sur les prix que ne le sont les profits. Donc l'inflation n'est qu'une autre façon de faire payer la dette par les plus pauvres. Peut être moins que les politiques d'austérité actuellement imposée au peuple grec, mais justement, ces politiques ne sont peut-être pas les meilleures, même économiquement parlant (sans même parler de justice sociale).

8° Mais ces dettes sont elles bien légitimes ?

Dans le cas de la Grèce, elles ont été décidées par des gouvernements démocratiquement élus. Ce ne sont pas les « dettes odieuses » d'une dictature. Une part des dépenses à crédit est partie en fumée : la construction des installations des Jeux Olympiques, les dépenses d'armement face à un ennemi turc largement fantasmé. Les gouvernements qui ont pris ces décisions ont eu largement tort, et les Verts grecs (et pas seulement eux) les ont largement critiqués, mais on ne peut pas se cacher le nationalisme, parfois aberrant, du peuple grec, qui a approuvé ces dépenses.

De l'autre coté, le gouvernement Karamanlis (prédécesseur de Papandréou) a, face à la crise, distribué de l'argent aux classes moyennes pour relancer une économie ... qui ne produisait pas ce qu'elles achetaient (des voitures...)

Mais plus profondément, la Grèce n'a jamais mis en place un système d'imposition progressif, faisant contribuer les riches, les possédants, les propriétaires, dont le clergé. Toutes les tentatives de Papandréou de faire payer ceux qui en ont les moyens se sont heurtées à une fraude fiscale qui a un soutien profond dans la société et se pare aujourd'hui de l'auréole de la « résistance ».

Annuler partiellement la dette grecque, italienne, espagnole, française, n'est pas une question de morale, mais le constat qu'un modèle de développement économique est en crise, qu'il est irréparable, qu'il faut en financer un autre, et donc remettre les compteurs à zéro, mais sans provoquer l'effondrement général de la monnaie de crédit. On ne va pas en revenir à l'or, cette relique barbare.

9° Alors on fait quoi ?

D'abord distinguer les vieilles dettes (héritées du passé) et l'endettement futur. On ne pouvait annuler une partie de la dette grecque qu'une fois mis en place des mécanisme de financement fédéraux (européens) au bénéfice de la Grèce, car pour encore longtemps la Grèce aura besoin, tous les mois, de nouveaux crédits, sans compter les transferts européens non remboursable dont elle bénéficie déjà largement. A noter qu'une partie de la dette est

recupérable en nature : la Grèce pourrait restituer ses dépenses d'armement délirantes !

Tous ceux qui appelaient à une répudiation unilatérale de la dette grecque avant qu'un mécanisme de solidarité soit mis en place, ignoraient simplement que la Grèce est en déficit structurel. Répudier la dette unilatéralement, cela veut dire qu'on ne fera plus appel au crédit pendant des dizaines d'années, comme l'a fait l'Union soviétique (et comme ne l'a pas fait l'Argentine, qui a négocié pendant 4 ans le taux d'annulation de sa dette : elle demandait 65 %, elle a eu 50%). Cela aurait donc voulu dire que le budget de la Grèce aurait du être rééquilibré dès le mois suivant ! Une austérité bien plus drastique

C'est pourquoi nous aurions eu besoin de plus de fédéralisme européen AVANT la crise, au lieu de bricoler un fédéralisme qui prend la forme d'un Consulat Merkel-Sarkozy, et qui choisit à chaque fois la « presque pire » solution.

Une fois cette distinction opérée, une fois pris un engagement de solidarité européenne, on peut reconnaître qu'une partie de la dette générée par l'ancien modèle ne sera pas payée, et donc l'annuler (ou la rééchelonner sur des dizaines d'années, à bas taux).

Mais ce n'est possible que si l'accès au crédit futur est garanti pour le nouveau modèle de développement.

Cela veut dire que la BCE peut alors émettre de la monnaie à condition qu'elle soit fléchée (via par exemple la Banque européenne d'investissement) vers les activités de la reconversion verte. Cela veut dire aussi que les États endettés peuvent continuer à emprunter un certain temps, pour les dépenses courantes, à bas taux, et donc que ce soit l'Europe qui emprunte, à un taux qui soit la moyenne des taux des États solvables et insolubles : les « *eurobonds* ».

Mais il faut reconnaître que cela augmente un peu le coût du crédit pour les Allemands, et que les Slovaques, deux fois plus pauvres que les Grecs, trouvent saumâtre de payer (un peu) pour les Grecs. Il faut donc une patiente explication sur les avantages de la solidarité.

C'est pourquoi il faut être sûr que les nouveaux crédits, *eux*, seront remboursés. Donc que des mesures sérieuses sont prises pour accorder les rentrées fiscales et les dépenses publiques. Et c'est sans doute ça le problème de fond des Grecs : cela pose un problème de justice fiscale, et le nationalisme « *la Grèce contre la troïka* » a permis jusqu'ici aux classes dominantes de « refuser de payer », en détournant un problème de partage du revenu national en un problème entre la Nation grecque et les vilaines banques étrangères et la Troïka. Ce qui n'ôte rien à la responsabilité des Sarko, de Merkel et du FMI, qui incitent Papandrèou à faire payer les classes populaires..

Et bien sûr dans le même temps on s'attaque à la finance, qui a pu spéculer sur l'imminence de la crise, en interdisant les CDS, on s'attaque aux paradis fiscaux, où les riches grecs planquent leur argent, etc...

Et surtout on n'oublie pas [le fond de la crise](#) : sociale et écologique , et pas seulement financière.

10°. Et si la Grèce sortait de l'euro ?

Question qui énerve les « responsables » (« c'est pas légal ») et émoustille les radicaux de droite et de gauche.

La question est : pour quoi faire ? Pour se débarrasser du boulet grec, comme on commence à se le dire dans la droite européenne de gouvernement, excédée ?

La réponse commune de tous les souverainistes est : pour récupérer de la compétitivité. Les prix et les salaires en euro sont en effet devenus trop hauts en Grèce, du fait d'une inflation plus rapide. Sortir de l'Euro serait donc une solution pour faire baisser les prix et les salaires exprimés en Euros ou en n'importe quelle autre monnaie étrangère.

Je ne sais pas s'il existe vraiment une autre solution à ce problème réel (un contrôle des prix et des salaires en Grèce ?). Ni si une sortie de l'Euro permettrait de retrouver un pallier stable et compétitif (cela ne s'est guère vérifié en Amérique latine, car l'inflation importée était toujours aussi rapide que la dévaluation).

Mais il faut être clair : le but de la sortie de l'euro est bien une dévaluation relative du prix du travail grec, c'est à dire une baisse du pouvoir d'achat des salariés grecs en produits importés, c'est à dire presque tout, sauf leur logement, et encore. C'est une autre politique d'austérité.

C'est là dessus (le partage du fardeau entre les classes sociales grecques) et et là dessus seulement qu'aurait dû porter un referendum interne à la Grèce.

11° Tiens ben oui ! Et la a démocratie dans tout ça ?

Quand les Perses débarquaient, Athènes convoquait tout les citoyens sur l'Agora en 24 heures. Là, c'est plus possible. Papandréou devrait essayer le vote par Internet !

Il y a certes un débat sur "comment éviter la fraude sur internet", comme il y a eu (et il y a toujours) un débat sur "comment éviter la fraude sur les votes papier". Voir ma position [sur ce débat ici](#). Ce n'est pas ce qui nous intéresse aujourd'hui.

Papandréou a provoqué la colère unanime du peuple grec en prétendant le consulter sur une question fumeuse bien après la date de péremption (il n'y a que Marine Le Pen et Mélenchon pour expliquer aux Grecs qu'ils devraient être contents).

La vraie question est "*Comment le peuple grec aurait-il dû depuis longtemps être associé aux décisions sur une négociation, qui par nature, doit se dérouler à toute vitesse ?*" La réponse classique est "par délégation", car le système de l'agora ne marche plus, et l'internet pas encore. Or le système de délégation s'appelle la démocratie représentative. Et Papandréou venait d'être élu quand a éclaté le scandale de la gestion Karamanlis, et de la note qu'il laissait à ses successeurs (mais la dette a commencé à se creuser bien avant).

Du coup les Grecs ont accepté un certain temps la gestion par Papandréou de la crise de la dette. Maintenant ils sont "indignés" de ce qu'il fasse payer la dette à ceux qui n'y sont pour rien plutôt qu'aux riches grecs qui s'en sont fichu plein les poches. La logique serait de convoquer de nouvelles élections. Mais c'est cela que voulait éviter Papandréou en convoquant un referendum plutôt que des élections. Car, que cela soit juste ou injuste, Papandréou est sûr de perdre les élections... au profit du parti de Karamanlis.

On m'objectera que Eva Joly et moi [avons soutenu le referendum islandais](#) contre le plan de paiement de la faillite de Icesave, et aidé à la victoire du Non. C'est qu'il n'y avait pas le feu. On ne demandait pas aux Islandais de rembourser ce qu'on leur avait prêté, mais d'étendre leur garantie à des épargnants européens pour des dépôts dans des banques qui magouillaient en Europe.

Reflexions sur le "référendum Papandreou" et la crise de la dette

Cela dit, les bourses auraient tout autant dévissé si Papandréou avait convoqué des élections. Encore une fois, le problème c'est la date. Les Grecs n'ont pas toujours eu la chance d'avoir élu Thémistocle AVANT l'arrivée des Perses.

Dernière remarque : Thémistocle n'a pas choisi sa stratégie face aux Perses en consultant démocratiquement le peuple athénien, mais en consultant l'oracle de Delphes ("*Tu ne sauveras Athènes que par une muraille de bois*") (1)... et en l'interprétant. Même à cette époque il y avait délégation à de "supposés compétents" !

Note 1. L'oracle voulait sans doute dire « Laisse tomber, c'est fichu de toutes façons », Thémistocle a compris « Renforçons dare-dare notre flotte (en bois) » et il a gagné la bataille navale de Salamine.

Pour discuter ce texte, le forum est ici : [\(cliquez\)](#)

Post-scriptum :

Pour discuter ce texte, le forum est ici : [\(cliquez\)](#)